

## LES POPULISMES DANS LE MONDE AU XX<sup>E</sup> SIÈCLE,

par Dominique Lejeune, Prof Dr Dr

### Chronologie

1926 : prise du pouvoir par Joseph Pilsudski (Pologne)

1<sup>er</sup> mai 1928 : lancement par François Coty de *L'Ami du Peuple*

1930 : José Ortega y Gasset, *La révolte des masses* ; arrivée au pouvoir au Brésil de Getúlio Dornelles Vargas

6 février 1934 : grandes manifestations à Paris

1934 : le gouverneur et sénateur populiste de Louisiane Huey Long fonde l'organisation « Partageons nos richesses » ; le populiste José Maria Velasco Ibarra au pouvoir en Équateur ; le populiste Lázaro Cárdenas au pouvoir au Mexique (président)

septembre 1935 : assassinat de Huey Long

1935 : mort de Joseph Pilsudski ; échec d'une révolte communiste au Brésil ; Ibarra contraint de quitter le pouvoir en Équateur ; le populiste Jorge Eliézer Gaitán arrive au pouvoir en Colombie

1936 : le père Charles Coughlin transforme le groupe *Social Justice* en un parti politique, qui se fonde dans une coalition, l'*Union for Social Justice*, qui présente un candidat à l'élection présidentielle américaine

10 novembre 1937 : coup d'État au Brésil de Getúlio Dornelles Vargas, qui fonde l'*Estado Novo* et met en place le *gétulisme*

février 1938 : échec d'un coup d'État d'extrême droite au Brésil

1940 : Cárdenas quitte le pouvoir (Mexique)

1942 : le père Charles Coughlin est prié par sa hiérarchie (catholique) de se taire ; le Brésil de Vargas entre en guerre contre l'Axe

4 juin 1943 : coup d'État populiste en Argentine

novembre 1943 : Juan Domingo Perón nommé ministre du Travail et de la Prévision

7 juin 1944 (*sic*) : Perón devient vice-président du gouvernement argentin

- 1944 : Ibarra reprend le pouvoir en Équateur ; en Italie, le journaliste satirique Guglielmo Giannini lance le *Mouvement de l'homme quelconque*
- 27 mars 1945 : l'Argentine déclare la guerre à l'Allemagne
- 9 octobre 1945 : Perón relevé de ses fonctions, à la suite de rivalités internes dans le gouvernement argentin
- 17 octobre 1945 : immense manifestation de soutien à Perón, Place de Mai à Buenos Aires
- 1945 : Vargas contraint de quitter le pouvoir par l'armée ; un populisme radical, progressiste, mené par le parti... social-démocrate AD (*Acción Democrática*) arrive au pouvoir au Venezuela
- 24 février 1946 : élection de Perón comme président de la République ; il installe le *justicialisme*
- 24 février 1947 : Perón publie la *Déclaration des droits du Travailleur* (elle sera incluse dans la constitution argentine de 1949)
- 9 juillet 1947 : Perón publie la *Déclaration d'indépendance économique*, pour le 131<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance de l'Argentine
- 1947 : Ibarra contraint de quitter le pouvoir en Équateur
- 1948 : mort de Gaitán ; déclin du *Mouvement de l'homme quelconque*
- février 1950 : discours du sénateur Joseph MacCarthy à Wheeling (Virginie occidentale)
- 1950 : Vargas réélu président du Brésil
- 1951 : réélection de Perón
- 1952 : Ibarra reprend le pouvoir en Équateur ; mort d'Eva Duarte, dite Evita, la 2<sup>e</sup> femme de Perón
- 19 juin 1953 : exécution des Rosenberg aux États-Unis
- 22 juillet 1953 : le papetier Pierre Poujade lance son mouvement, à Saint-Céré, dans le Lot (France)
- 11 octobre 1953 : des agriculteurs poujadistes barrent des routes
- novembre 1953 : naissance de l'UDCA, Union de Défense des Commerçants et Artisans
- 1953 : Franz-Joseph Strauss, pour la première fois ministre d'un gouvernement fédéral allemand (celui d'Adenauer)

- 14 août 1954 : l' « amendement Dorey », qui permet d'emprisonner tout citoyen qui s'opposerait à un contrôle fiscal, est ajouté par le gouvernement Pierre Mendès France dans la loi spéciale de finances
- novembre 1954 : congrès poujadiste d'Alger
- 1954 : suicide de Vargas
- 24 janvier 1955 : plus de 100 000 poujadistes provinciaux convergent, « à l'assaut de la liberté », vers la porte de Versailles
- 20 février 1955 : discours de Pierre Poujade au Vel' d'hiv
- 18 mars (*sic*) 1955 : Poujade plastronne dans les tribunes du Palais-Bourbon
- 1955 : Kubitschek élu président du Brésil ; l'armée force Perón à l'exil
- 2 janvier 1956 : élections législatives en France : 51 élus poujadistes, dont Jean-Marie Le Pen
- 1956 : Ibarra quitte le pouvoir en Équateur
- 15 mai 1957 : alliance entre le poujadisme et Henri Dorgères, le leader des Chemises vertes d'avant-guerre
- 1957 : mort de Joseph MacCarthy
- décembre 1958 : fondation aux États-Unis de la John Birch Society, par Robert H. Welch
- 1959 : début de la phase de « démocratie dirigée » de la présidence de Soekarno (Sukarno), en Indonésie
- 1960 : Ibarra reprend le pouvoir en Équateur ; fin de la présidence de Kubitschek
- 1961 : Edgar Morin, *La culture de masse* ; Ibarra quitte le pouvoir en Équateur ; début de la présidence de João Goulart au Brésil ; Franz-Joseph Strauss président de l'Union chrétienne sociale (CSU) bavaroise
- novembre 1963 : John Fitzgerald Kennedy part au Texas pour étudier la John Birch Society
- 1964 : coup d'État militaire au Brésil, contre l'héritage *gétuliste* ; le sénateur Barry Goldwater candidat à l'élection présidentielle américaine
- 1966 : Strauss Kurt ministre des Finances de Kurt Kiesinger, chancelier de la "grande coalition" CDU-CSU/SPD

- 1968 : Ibarra reprend le pouvoir en Équateur ; George C. Wallace, ancien et futur gouverneur de l'Alabama, candidat à l'élection présidentielle, au nom d'un Parti américain indépendant
- 1970 : l'état brésilien de Rio de Janeiro dirigé par un populiste (jusqu'en 1982)
- 1971 : l'armée argentine légalise le parti péroniste ; fondation à Munich de la DVU (*Deutsche Volksunion*)
- 5 octobre 1972 : création du FNUF (Front national pour l'Unité française)
- 1972 : Ibarra quitte (définitivement...) le pouvoir en Équateur
- 4 mars 1973 : premier tour des élections législatives en France : le Front national fait 0,5 % des voix
- 20 juin 1973 : retour d'exil de Perón
- 23 septembre 1973 : élection présidentielle en Argentine : Juan Domingo Perón est élu président, sa 3<sup>e</sup> femme, María Estela Isabel Martínez de Perón, est élue vice-présidente
- 5 mai 1974 : premier tour de l'élection présidentielle en France : Jean-Marie Le Pen fait 0,8 % des voix
- 1<sup>er</sup> juillet 1974 : mort de Perón, qui laisse le pouvoir à sa femme
- 24 mars 1976 : coup d'état militaire en Argentine
- mars 1978 : élections législatives en France : le Front national obtient 0,75 %
- 1979 : naissance du Vlaams Blok en Belgique
- 4 mai 1979 : Margaret Thatcher devient Premier Ministre du Royaume-Uni
- 1980 : début du deuxième gouvernement d'Indira Gandhi (Inde)
- 1981 : Jean-Marie Le Pen ne réussit pas à être candidat à l'élection présidentielle ; aux législatives, le FN obtient 0,29 % des voix
- mars 1983 : Leonel Brizola gouverneur populiste de l'état de Rio de Janeiro (jusqu'en mars 1987)
- 1983 : naissance du Parti républicain de Franz Schönhuber en Allemagne de l'Ouest
- 13 février 1984 : Le Pen, invité pour la première fois à " L'Heure de Vérité ", sur Antenne 2, atteint un record d'audience
- 17 juin 1984 : en France, aux élections européennes, le FN recueille 10,95 % des suffrages exprimés
- 1984 : assassinat d'Indira Gandhi

18 mars 1986 : élections législatives en France : 35 sièges pour le Front national

1986 : Jörg Haider à la tête du FPÖ (Parti de la Liberté), en Autriche

24 avril 1988 : premier tour de l'élection présidentielle en France : Le Pen obtient 14,39 % des suffrages

1989 : première élection à la présidence de la République argentine de Carlos Menem, chef du Parti justicialiste ; élection de Fernando Collor de Mello au Brésil ; succès électoraux du Parti républicain allemand

9 et 23 décembre 1990 : premières élections libres en Serbie : Slobodan Milosevic est reconduit à la présidence, son parti remporte 194 des 250 sièges du Parlement

1990 : le candidat populiste Alberto Fujimori est élu président du Pérou ; Lech Walesa (Alliance du centre) et Stanislaw Tyminski, candidats à l'élection présidentielle en Pologne. Au 2<sup>e</sup> tour, Lech Walesa est élu président, avec 74,25 % des voix contre 25,75 % à Stanislaw Tyminski

mars 1991 : Leonel Brizola à nouveau gouverneur populiste de l'état de Rio de Janeiro (jusqu'en avril 1994)

1991 : la DVU (*Deutsche Volksunion*) entre au parlement de Brême

avril 1992 : Barnard Tapie, ministre de la Ville dans le gouvernement Bérégovoy

novembre 1992 : le milliardaire texan Ross Perot obtient 19 millions de voix (19 % des électeurs) à l'élection présidentielle américaine

1992 : « coup d'état civil » de Fujimori ; la DVU (*Deutsche Volksunion*) entre au parlement de Bade-Wurtemberg et du Schleswig-Holstein

7 décembre 1993 : l'Assemblée nationale vote la levée de l'immunité parlementaire de Bernard Tapie, député (République et Liberté) des Bouches-du-Rhône

26 janvier 1994 : Silvio Berlusconi annonce officiellement son entrée en politique (il "descend dans le stade")

27 mars 1994 : Forza Italia, le mouvement fondé par Berlusconi, gagne les élections législatives avec 21 % des suffrages exprimés. La coalition des trois équilibristes dont il fait partie avec les "postfascistes" de Gianfranco Fini (Alliance nationale) et avec Umberto Bossi de la Ligue du Nord obtient la majorité au Parlement

- 10 mai 1994 : Berlusconi forme le premier gouvernement de la “ Seconde République ” italienne
- 12 juin 1994 : Bernard Tapie mène la liste MRG aux élections européennes ; une liste « Nature, Chasse, Pêche » aux mêmes élections (en France)
- 22 décembre 1994 : démission de Berlusconi (je n’ai indiqué que « Berlusconi I » dans cette chronologie)
- 1995 : au premier tour de la présidentielle, Le Pen dépasse pour la première fois la barre des 15 % (15,3 %) des suffrages exprimés en métropole
- 14 mai 1995 : réélection de Menem
- 19 novembre 1995 : défaite de Walesa à l’élection présidentielle
- 28 novembre 1995 : Bernard Tapie est condamné en appel à deux ans de prison, dont huit mois ferme
- 12 mai 1996 : le chef de la Ligue du Nord, Umberto Bossi, institue un “ gouvernement du Nord ” en Italie
- 31 mai 1996 : Tapie est condamné une deuxième fois, à 18 mois d’emprisonnement dont six ferme, pour fraude fiscale
- 15 septembre 1996 : proclamation de l’ “ indépendance de la Padanie ” à Venise, par Umberto Rossi
- 5 novembre 1996 : le milliardaire texan Ross Perot obtient 8 % des voix à l’élection présidentielle américaine
- fin novembre- décembre 1996 : vague de contestation contre le régime de Slobodan Milosevic à Belgrade
- 1996 : la DVU (*Deutsche Volksunion*) à nouveau au parlement de Bade-Wurtemberg
- 31 mars 1997 : à Strasbourg, Le Pen lance un appel à la « 6<sup>e</sup> République »
- 27 avril 1997 : une “ République fédérale de Yougoslavie ” est proclamée à Belgrade ; elle unit la Serbie (dont les « régions autonomes » de Voïvodine et du Kosovo) et le Monténégro, mais n’est pas reconnue par la communauté internationale et les historiens sérieux (*cf. Histoire du monde actuel*)
- 26 octobre 1997 : le Parti justicialiste (péroniste) perd la majorité absolue au Congrès d’Argentine

- 29 octobre 1998 : en Slovaquie, Vladimir Meciar, national-populiste au pouvoir depuis l'indépendance, démissionne, après la victoire de l'opposition
- 6 décembre 1998 : le candidat populiste progressiste Hugo Chávez est élu président du Venezuela, battant le candidat conservateur
- 1998 : la DVU (*Deutsche Volksunion*) entre au parlement de Magdebourg (Saxe-Anhalt, ex-RDA), avec 13,2 % des voix
- 24 mars 1999 : au moment où, dans la Salle des Examens de LLG, se déroule une conférence à plusieurs voix (André Kaspi, Dominique Moïsi, etc.) sur l'hyperpuissance américaine, l'OTAN engage des opérations de guerre contre la Serbie, après le refus du plan de paix par Belgrade
- 25 juillet 1999 : les partisans de Chávez remportent plus de 90 % des sièges de l'Assemblée nationale constituante péruvienne
- 3 octobre 1999 : en Autriche, victoire du FPÖ (Parti de la Liberté)
- 24 octobre 1999 : en Argentine, le Parti justicialiste perd la présidentielle et les législatives
- 4 février 2000 : formation en Autriche d'un gouvernement de coalition auquel Haider participe
- 8 octobre 2000 : Lech Walesa n'atteint même pas 1 % des voix à l'élection présidentielle...
- 21 novembre 2000 : Fujimori, réélu jusque là, démissionne et est destitué (le même jour !)
- 21 avril 2002 : premier tour de l'élection présidentielle française : Le Pen arrive en deuxième position
- 27 février 2005 : défaite électorale du candidat péroniste devant un « radical » à l'élection du gouverneur de la province de Santiago-del-Estero (Nord-Ouest de l'Argentine), qui était aux mains des péronistes depuis 1955, sans interruption
- 25 avril 2005 : cinq cadres du Front national et du Mouvement national républicain (MNR, de Bruno Mégret) annoncent la formation d'un Parti populiste ; un soda Fuji Kola est lancé au Pérou
- 11 septembre 2005 : élections législatives au Japon : le parti libéral-populiste du Premier Ministre Junichiro Koizumi obtient la majorité absolue

12 septembre 2005 : élections législatives en Norvège : les populistes de droite du Parti du Progrès, avec 22,1 % des voix, sont le deuxième parti, derrière les travaillistes (32,7 %)

## LES POPULISMES DANS LE MONDE AU XX<sup>E</sup> SIÈCLE

### Bibliographie <sup>1</sup>

- E.J.Hobsbawm, *L'âge des extrêmes. Histoire du court XXe siècle, 1914-1991*, Le Monde diplomatique et Complexe, 1999, 810 p., réédition, 2003
- Collectif, "Les populismes", n° spécial de *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, oct-déc. 1997
- Collectif, "Les populismes", n° spécial de la *Revue française de Science politique*, février 2004
- R.Dupuy, *La politique du peuple. Racines, permanences et ambiguïtés du populisme*, Albin Michel, 2002, 251 p., compte rendu dans *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, avril-juin 2003, pp. 185-186
- G.Hermet, *Les populismes dans le monde. Une histoire sociologique. XIXe-XXe siècle*, Fayard, 2001, 480 p., compte rendu dans *Historiens & Géographes*, sept.-oct. 2001, pp. 473-475
- P.-A.Taguieff, *L'illusion populiste*, Berg, 2002, 182 p.
- M.Wieviorka, *La démocratie à l'épreuve. Nationalisme, populisme, ethnicité*, La Découverte, 1993, 174 p. Assez « mince »...

### Introduction

□ **pop. est d'actualité**, cf. FN, pop. autrichien (FPÖ de Jörg Haider), extr.-dr. allemande, même Russie (Jirinovski, voir CDROM *Monde diplomatique*), dates de 2005 ds chrono.

□ mais **mot est ancien** :

- en russe, *narodnichetsvo* et *narodnik*, dès années 1870, puis *populizm* et *populistyczny* pour désigner le phénomène générique

- « populisme » et « populiste » aux États-Unis fin XIXe siècle

- en français, « populiste » en 1907 (*Larousse mensuel*) ; « populisme » 1929

- mais les mots de *Populismus* et *populistich* n'entrent en allemand en usage courant que dans les années 1980

□ des réflexes, des attitudes, des mouvements, parfois des régimes ⇒ **un concept**

« **élastique** » (J.-P. Rioux, dans Collectif, "Les populismes", n° spécial de *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, oct-déc. 1997, p. 3), **un « mot-valise »**, bien davantage que « démocratie », « communisme », « fascisme »... :

□ le pop. n'est **réductible ni à un régime politique particulier ni à des contenus idéologiques déterminés**. Le populisme est même plutôt un « anti-isme », un « anti-système ». Mais les populismes nord-américain et russes du XIXe siècle ont élaboré une sorte de populisme-idéologie : le salut réside dans le peuple, le pays ne peut être sauvé ou régénéré que par le peuple

□ **variété**, des pop. russes du XIXe siècle (orientation réformiste et « progressiste », proximité avec le socialisme) et américain de la fin du XIXe siècle (réformiste aussi,

<sup>1</sup> Cf. Leibniz en 1686 : « Je ne trouve cette définition nulle part, et j'ai été obligé d'y travailler moi-même » (cité par P.-A.Taguieff, p. 18).

anticapitaliste, réhabilité par historiens des années 1960 et 1970 <sup>2)</sup> aux « télépopulistes » de la fin du XXe siècle

□ mais concerne surtout **l'Europe et les deux Amériques**

□ mot de spécialiste :

- **devenu d'usage courant** ⇒ danger, cf. aventure du mot « surréaliste »

- devenu années 1990 **d'usage polémique et péjoratif en politique**, comme « fasciste » autrefois, cf. « dérive populiste », « danger populiste »...

□ **terme difficile à définir** : un style politique, prenant la coloration politique du lieu d'accueil, appel au peuple sur un consensus de base, par un homme du peuple et « retour au peuple » : exaltation du « peuple », de l' « homme quelconque » (Italie 1944>>>), de l'« homme du commun » (Lincoln), démagogie <sup>3</sup> manipulant le ressentiment des classes pop., dénonciation des élites, une rhétorique structurée par le blâme et l'éloge ⇒ naissance dans une crise de la légitimité politique (avec souvent le thème du complot) ⇒ appel au peuple contre... ⇒ une protestation (de la part d'un pop.-mouvement) et une manipulation (de la part d'un pop.-propagande) ⇒ quand il devient un régime, alliance entre une dimension solidariste (la nation unie) et une dimension autoritaire (dictature d'un parti unique...)

□ **compatibilité** avec n'importe quelle idéologie politique, de droite ou de gauche, n'importe quel programme économique, dirigiste ou libéral

□ **liens** avec nationalisme, xénophobie, anticommunisme, anti-intellectualisme, fascisme ⇒ une définition trop large du populisme inclue Hitler et Mussolini

---

<sup>2</sup> Les « Granges », fondées en 1867, le Parti *Greenback*, inflationniste (1876>>>), la *Farmers' Alliance* sudiste 1885>>>, le Parti du Peuple, majoritaire dans quatre États de l'Ouest aux élections de 1892.

<sup>3</sup> Définition d'après Aristote et Le Robert : un individu qui « conduit le peuple », qui exerce l' « art de mener le peuple particulièrement en captant sa faveur ». Platon, dans le *Gorgias* : ceux qui gavent le peuple de biens matériels



- une expression politique de **l'irruption des masses dans l'espace sociopolitique**
- une façon **d'intégrer les masses populaires dans la vie politique**, ce qui est un des problèmes essentiels des sociétés du 1<sup>er</sup> XXe siècle
- naissance du **populisme-rhétorique** :
- le discours populiste est le discours démagogique de l'âge démocratique et de l'ère des masses : un populisme identitaire
- manipulation des masses, cf. G. Le Bon, *La psychologie des foules*, 1895
- comportement « tribunicien »

### **b) De nombreuses formes de populisme-mouvement**

- **mouvements paysans antisémites de l'Est européen**, tels les partis populistes paysans en Roumanie, le populisme agrarien bulgare de Stambolijski
- **Pologne de Joseph Pilsudski** (1926-1935, sa mort), avec évidemment un caractère antisémite aussi. Prend après 1928 un tournant de plus en plus conservateur et autoritaire : son populisme, d'abord orienté à gauche, est devenu droitier
- **mouvements, ligues de contribuables, comme en France** (cf. *L'internationale des contribuables*) : un populisme protestataire, qui culmine avec le 6 février 1934 en France. Cf. aussi le PSF : dénonciation de la corruption, appel solennel à la moralité, antipolitisme ; le PSF est un anti-parti, qui rêve de « communauté », de réconciliation des classes dans les « valeurs spirituelles »
- **F. Coty**, *L'Ami du Peuple*, 1928>>>
- le **populisme littéraire français de l'entre-deux-guerres** :
  - cf. Henry Poulaille, chef de file de la « littérature prolétarienne » : « Le peuple va d'instinct vers le vrai, s'il n'écoute que lui-même » (*Nouvel Age littéraire*, Librairie de Valois, 1930, pp. 37-38)
  - essai de Léon Lemonnier, *Populisme*, La Renaissance du Livre, 1931
- **aux États-Unis** :
  - dans les années 20 : américanisme, KKK, même la Prohibition, peut-être
  - gouverneur et sénateur populiste de Louisiane Huey Long :
    - \* avait soutenu Roosevelt, mais le qualifie vite d' « ennemi des pauvres »
    - \* Slogans : « Partageons nos richesses » (nom de son organisation à partir de 1934), « chaque homme est un roi ».
    - \* Célébration du « style de vie américain », symbolisé par « une maison et les comforts d'un foyer, y compris une voiture et une radio ».
    - \* Promet à chaque famille une maison et un revenu annuel de 2 500 dollars
    - \* Un populisme venu manifestement de la gauche
    - \* ass. en septembre 1935

- médecin calif. Francis Townsend, lui aussi invite au partage de la richesse US, propose de payer tous les chômeurs > 60 ans. Crée des « clubs T. » (> 5 millions d'adhérents)
- groupe *Social Justice* du père Charles Coughlin (1891-1980), dont la réputation s'était bâtie d'abord sur la radio. Curé catholique du Michigan. Reprend la tradition populiste, invite au partage des richesses, à la morale, mais avec de nettes implications nativistes et racistes. Très vexé de ne pas être pris au sérieux par Roosevelt (qu'il avait soutenu), crée 1936 son propre parti et évolue vers fascisme, attaque violemment le gouv. >>> 1942 (prié par la hiérarchie catho. de se taire, sur pression de l'Adm. Roosevelt !)
- après l'ass. de Townsend, son lieutenant Gerald Smith fonde avec Coughlin et Townsend *l'Union for Social Justice*, qui présente un candidat à l'élection présidentielle de 1936 (un peu moins d'un million de voix)
- les proximités avec le Fascisme :
  - \* *German-American Bund* (tendance nazie)
  - \* nombreuses ligues, avec meetings, Madison Square Garden ou dans campagne
  - \* ligues antisémites et journal *American Gentile*
  - \* utilisation de la BD : un faux Batman = BD néonazie des aventures de Whiteman, modeste livreur de lait (l'Amé. "moyen", le médiocre, le raté peut s'y identifier aisément) transformé en un "superman" invincible pour combattre les juifs, les nègres, et les communistes
  - \* ⇒ grosses différences avec le KKK, bien traditionnel
- Comité *America First* (850 000 m., dont beaucoup Germ.-Am.) :
  - \* expression déjà utilisée pendant Première Guerre mondiale, puis Harding
  - \* se réclame, en la déformant, d'une longue tradition US & du "nationalisme" des années 20
  - \* centre : Chicago
  - \* illustration : Charles Lindbergh (1902-1974, première liaison sans escale New York-Paris 1927)

□ **Parti du peuple allemand (DVP), dont nom courant est le Parti populiste :**

- = ancienne aile droite du Parti national-libéral (aile gauche = "Démocrates")
- nom officiel = Parti du peuple allemand, mais équivoque avec le Parti populaire national allemand ⇒ nom courant de Parti populiste allemand >>> donne à « populiste » un sens strictement officiel
- parti bourgeois de droite, entre les "conservateurs" (DNVP) et les "démocrates" (DDP)
- représente l'opp. modérée au régime ⇒ diff. avec le DNVP
- ne reconnaît pas la souveraineté du SU, la République, le nouveau drapeau
- mais idéal laïque ⇒ diff. avec le DNVP
- dirigé par hommes d'affaires, industriels (cf. Hugo Stinnes), hauts fonctionnaires et notables
- clientèle imp. parmi les commerçants
- électo. protestant ⇒ très peu représenté en All. du Sud

- parti monarchiste, rallié peu à peu à l'idée d'accepter la République, faute de mieux. Rép. acceptée surtout après échec putsch de Kapp
- deux tendances :
  - \* pour alliance avec partis + à droite (Wilhelm Cuno)
  - \* pour une "grande coalition" avec la "coalition de Weimar" (Gustav Stresemann (1878-1929), h. politique le + influent du parti, tacticien le + habile, un de ses fils fut le grand chef d'orchestre Wolfgang S., 1904-1998).
- rôle capital dans ministères 1924-1928. Stresemann, d'ailleurs, min. des AÉ de 1924 à sa mort (1929)
- après mort de Stresemann, le parti, dirigé par Julius Curtius, participe à tous gouv., >>> celui de von Papen. Déclin électo. très imp. (él. ont rejoint les nazis)

## 2°) Un populisme-régime

### a) Qu'est-ce ?

#### □ Y a-t-il des formes de populisme-régime, en dehors des régimes fascistes ?

- *i. e.* des régimes autoritaires ou semi-plébiscitaires, dans lesquels un chef charismatique, démagogue, s'adresse directement aux masses, tirant sa légitimité de ce qu'il incarne le peuple, la volonté ou l'âme profonde du peuple
- on reconnaît la dimension bonapartiste, une forme de césarisme à l'âge des foules, des masses, *cf.* dissertation « Culture et âge des masses... »
- **réponse = oui, cf. :**

#### □ naissance des populismes sud-américains du 2<sup>e</sup> tiers du XX<sup>e</sup> siècle :

- des démagogues prennent le parti ou la défense des classes populaires (paysans, ouvriers), ils mettent fin (parfois provisoirement) au règne des *caudillos* (chefs ayant au XIX<sup>e</sup> siècle bâti un pouvoir personnel par la force) ou ils barrent la route à des dictatures militaires
- à la fois une manipulation des masses, une expression de la montée politique des classes populaires et un processus d'intégration des classes populaires dans le système politique qui, jusque là, les excluait
- des césarismes populistes, qui réalisent un véritable progrès social, mais qui préservent l'ordre oligarchique, remis en question par la Crise
- ces populismes sont fortement inspirés par les méthodes du fascisme, dont ils adoptent certains aspects, comme le corporatisme
- rôle essentiel de la Crise de 1929
- une manipulation de symboles et de mots (« la nation », « le peuple »...)

### b) Le gétulisme

- **régime de l'Estado Novo de Getúlio Dornelles Vargas** (1883-1954) : le « gétulisme » :
- GV entreprit dès son **arrivée au pouvoir en 1930** de s'opposer à l'influence grandissante des communistes sur les syndicats brésiliens, en créant un ministère du Travail et en faisant approuver une nouvelle législation soumettant la reconnaissance des syndicats à de strictes conditions concernant leur idéologie
- et, entre 1930 et 1935, Vargas mit surtout l'accent sur la répression
- mais, échec d'une révolte communiste en 1935 et coup d'État de V. pour **se perpétuer au pouvoir 10 novembre 1937** :
- \* dissolution du Congrès
- \* V. **prend tous les pouvoirs**
- \* ⇒ GV met en place une dictature et un régime corporatiste, directement inspiré du fascisme italien : **l'Estado Novo**
- un régime autoritaire, avec répression, torture, censure, propagande, etc.
- mais l'extrême droite tente un coup d'État pour prendre le pouvoir par la force, en vain, février 1938
- surtout : Vargas **neutralise à la fois le parti communiste et le parti fasciste brésilien** (l'intégralisme <sup>4</sup>)
- pièce essentielle : toujours **les syndicats**, « organes de collaboration avec les autorités publiques et les autres associations » : Vargas encadre le mouvement ouvrier, incorporé à l'État « par le haut », **sans l'aide d'aucun parti politique**
- Vargas a veillé avant tout à **conserver l'essentiel**, en grand propriétaire terrien qu'il était lui-même, c'est-à-dire la **structure latifundiaire** des campagnes où vivait la masse de la pop. brésilienne, et + largement **l'ensemble de la structure sociale et politique** de type patriarcale et clientéliste du pays
- Exaltation du **peuple brésilien « bigarré »**, d'un « autre type » que ceux des nations ordinaires, avec beaucoup de paternalisme vis-à-vis du « peuple basané » (*Pavo moreno*, par euphémisme), ce que le Portugal copiera.
- **longue durée, puisqu'au pouvoir jusqu'en 1945 et de 1950 à 1954 (suicide)**
- nationalisme
- **rôle essentiel dans le passage d'une société agraire à une soc. urbaine industrielle**

### c) Les autres populismes latino-américains

- *idem* dans petits pays : **l'Équateur** de José Maria Velasco Ibarra, 1934-1935, 1944-1947, 1952-1956, 1960-1961 & 1968-1972 !

---

<sup>4</sup> Action intégraliste brésilienne, de Plinio Salgado, dont les « chemises vertes » s'opposent à l'oligarchie des planteurs de café.

- **Colombien** Jorge Eliézer Gaitán (1898-1948), au pouvoir 1935>>>
- **Mexique** de Lázaro Cárdenas, 1934-1940 (président) : d'impressionnantes réformes
- **mais le populisme argentin seulement 1943>>>**
- évidemment les pop. sud-américains sont **sollicités d'entrer en guerre contre l'Axe** 1941>>>, d'autant + que l'Amérique latine avait été soumise dans années 30 à une pénétration fasciste non négligeable. **Pragmatisme** de la « politique du bon voisinage » !
- Premier à le faire, 22 août 1942, **Brésil de Vargas**, qui fut un allié fondamental des États-Unis, envoyant de grandes unités en Italie, mais l'Argentine ne déclare la guerre à l'Allemagne que le 27 mars 1945 !

## II. LES POPULISMES DES TRENTE GLORIEUSES, 1943-1973

- à l'ère de *La culture de masse*, d' Edgar Morin, 1961
- rappel pour début partie : coup d'État populiste en Argentine en 1943 et Perón au pouvoir en 1946
- pour fin période : retour de Perón

### 1°) En Amérique latine, toujours

#### a) Anciens et nouveaux exemples

- l'Équateur de José Maria Velasco Ibarra, 1934-1935, 1944-1947, 1952-1956, 1960-1961 & 1968-1972 ! ⇒ 5 reprises !
- Colombien Jorge Eliézer Gaitán (1898-1948), au pouvoir 1935>>>
- Vargas (paternalisme, étatisme, rôle essentiel du chef et de ses discours (comme chez Castro) quitte le pouvoir en 1945, évincé par les militaires <sup>5</sup> (⇒ manifestations populaires) mais y revient en 1950 (réélu président). Mort en 1954 (suicide) mais préoccupations pop. chez successeurs : Kubitschek (1955-1960) et João Goulart (1961-1964) et c'est contre l'héritage gétuliste qu'est dirigé le coup d'État militaire de 1964
- populisme radical, progressiste, au Venezuela, mené par le parti... social-démocrate AD (*Acción Democrática*), au pouvoir 1945>>> : une dimension rurale qui rappelle la révolution mexicaine

#### b) Surtout, Perón en Argentine

- **dictature populiste péroniste en Argentine**, régime autoritaire de type « national-populaire » :

---

<sup>5</sup> Parce que Vargas est apparu après 1942 comme le défenseur des petits, comme un « travaillisme » qui lutte contre l'Axe, en exaltant le nationalisme brésilien, qui améliore la législation du travail et favorise le mouvement ouvrier, en utilisant un dirigisme économique.

- coup d'État populiste du 4 juin 1943 (appelé aussitôt la « révolution »). Juan Domingo Perón nommé en novembre ministre du Travail et de la Prévision
  - le 7 juin 1944 (*sic*), il devient vice-président du gouv. (relevé de ses fonctions par des rivalités le 9 octobre 1945)
  - 17 octobre 1945 : immense manifestation de soutien à Perón : des milliers d'ouvriers et de laissés-pour-compte (les *descamisados*, travailleurs en maillot de corps <sup>6</sup>) envahissent la Place de Mai à Buenos Aires pour réclamer la réintégration de Perón dans le gouv.
  - 24 février 1946 : élection de Perón comme président de la République (sera réélu en 1951)
- **Juan Domingo Perón (1895-1974) au pouvoir en 1946, ne fait qu'étendre les pratiques populistes issues du coup d'État de 1943 (en pleine guerre mondiale...)**
- populisme le + emblématique, le + poussé. Appelé le « justicialisme », doctrine dont le cœur est la rhétorique ouvriériste
  - une véritable doctrine « justicialiste », avec des textes, tôt exprimée et proclamée fondamentale (X fascisme italien, sans parler du boulangisme)
  - désir de consolidation sociale de la « communauté », autour du Travail. Cf. aphorisme de Perón en 1950 : « Il n'existe pour le péronisme qu'une seule classe d'hommes : ceux qui travaillent. »
  - théoriquement, pas de parti : « Tout cercle politique est anti-populaire, et donc n'est pas péroniste. » (Perón en 1950)
  - une production industrielle nationale, grâce au protectionnisme (*cf. la Déclaration d'indépendance économique* du 9 juillet 1947, date du 131<sup>e</sup> anniversaire de l'indépendance) : un véritable nationalisme économique
- **P. servi par la conjoncture économique mondiale** : l'Europe affamée a besoin des denrées alimentaires argentines, achetées par l'État aux agriculteurs et revendues en Europe bien plus cher : une forme de « redistribution », car les fonds engrangés ainsi permettent de racheter aux Cies privées chemins de fer, téléphone, etc., de réaliser un « plan quinquennal » 1947-1951, de développer la Sécu. soc. et de construire des logements ouvriers
- amélioration des salaires
  - extension de la couverture sociale (spectaculaire, très en avance sur de nbreux pays européens)
  - *Déclaration des droits du Travailleur* (sera incluse dans la constitution argentine de 1949), 24 février 1947, pour le 1<sup>er</sup> anniversaire de l'élection de Perón comme président : droits de travailler, à une juste rétribution, à la formation, à de dignes conditions de travail, à la santé,

---

<sup>6</sup> En *tee-shirt* si vous préférez. En tout cas pas « torse nu », contrairement à ce que traduisent stupidement certains livres...

au bien-être, à la sécurité sociale, à la protection de la famille, au progrès économique, à la défense des intérêts professionnels. Mais pas le droit de grève !

- lien affectif très fort entre le *leader* (et sa 2<sup>e</sup> femme, Eva Duarte, dite Evita) et le peuple, basé sur l'action réelle de Perón : une dimension charismatique fondamentale. Cf. Perón dans discours 17 juin 1950 : « Gouverner est facile, conduire est difficile »

- ⇒ imp. de la mort, à 33 ans, en juillet 1952 d'Evita, très populaire

□ **évidemment, démagogique, logomachie et logorrhée.** Cf. Perón en 1950 : « Pour un péroniste il ne peut y avoir de meilleur qu'un autre péroniste » ; « Les deux bras du péronisme sont la justice sociale et l'aide sociale. Avec eux nous embrassons le peuple avec de la justice et de l'amour » ; « Sur cette terre, le peuple est ce que nous avons de mieux »

□ un **régime qui se radicalise, qui se « brutalise », s'attaque à l'aristocratie, à l'Église**

⇒ relations se tendent avec l'armée, qui force Perón à l'exil en 1955

### c) La défaite des populismes sud-américains ?

□ **Juan Domingo Perón est renversé par les militaires en 1955, mais :**

- garde une immense clientèle pendant ses 18 années d'exil (1955-1973)

- l'armée légalise le parti péroniste en 1971 puis autorise le retour de Perón

- retour d'exil 20 juin 1973, presque pour solstice d'hiver

- mais aussitôt les factions péronistes s'affrontent brutalement (des morts dès le 20 juin)

□ **victoire de Perón aux élections du 23 septembre 1973**, avec > 60 % des voix. Sa **3<sup>e</sup> femme**, María Estela Isabel Martínez de Perón, une ancienne danseuse de cabaret (née en 1931) que Perón avait engagée comme secrétaire, **devient VP !**

□ une « **reconstruction nationale** » : réactivation des liens avec les syndicats, mais nombreuses **violences** (SG de la CGT et dirigeant de la Jeunesse péroniste assassinés...)

□ **1<sup>er</sup> juillet 1974 : mort de Perón, qui laisse le pouvoir à sa femme** ⇒ chaos éco. et violence politique >>> coup d'état militaire du 24 mars 1976 (général Videla)

□ mais le **péronisme provincial** sera parfois toléré par les militaires. Ex. : province de Santiago-del-Estero (NW de l'Argentine), gouvernée par une sorte de « caudillisme péroniste » de 1955 à 2005 (défaite électorale du candidat péroniste devant un « radical » à l'élection du gouverneur le 27 février 2005)

□ **les forces armées prennent le pouvoir au Brésil en 1964**, car le gétulisme a glissé vers la gauche au début des années 60 (la démocratie, la réforme agraire sont préconisées !)

□ mais **retour progressif du populisme au Brésil :**

- État de Rio dirigé 1970-1982 par un populiste, Chagas Freitas

- Leonel Brizola gouverneur de Rio de Janeiro de mars 1983 à mars 1987, puis de mars 1991 à avril 1994 : homme providentiel, protecteur des petits et défenseur des libertés démocratiques

## 2°) Un « pré-néo-fascisme » en Italie, le *Mouvement de l'homme quelconque* (1944-1948)

- lancé dès 1944 par un journaliste satirique, **Guglielmo Giannini**
- pastiche l'expression-titre du médecin militaire Cesare Lombroso (1836-1909), l'*Uomo delinquante* !
- mouvement d'inspiration monarchiste et anticomuniste, destiné à regrouper les **nostalgiques du fascisme**, mais sans l'exalter (trop tôt)
- fait **campagne** contre les excès de l'épuration, la « gabegie » et « l'incurie des partis »
- rendre la menace communiste sensible à l' « égoïsme » de l' « homme quelconque » (*Uomo qualunque*), indiff. à la politique et uniquement préoccupé par les problèmes de la vie quotidienne
- rassemblement de mécontents, le Mouvement obtient un succès inattendu aux élections à l'Assemblée constituante
- mais **déclin rapide** (1948) :
  - \* la grande industrie ne prend pas au sérieux le Mouvt
  - \* audience restreinte dans la classe moyenne
  - \* le véritable fascisme va redresser la tête, avec le MSI (1948)

## 3°) Aux États-Unis

### a) Le maccarthysme, bien sûr

#### □ Le maccarthysme sous Truman :

- **G. Corée porte apogée mouvement** auquel sénateur Joe (Joseph) Mc Carthy a donné son nom, mais qu'il n'a pas lancé, la dénonciation de l'influence communiste au sein de l'administration

- ajoutons que Truman, pour sa victoire à l'arraché de 1948, avait fait une campagne à relents populistes contre les « gloutons de privilèges » (!)

#### □ causes lointaines :

- "américanisme" des années 20

- tendance à rechercher dans conspirations cause d'un échec (cf. Pearl Harbor)

- accusation de "communisme" déjà lancée contre Roosevelt et New Deal par les Républicains

#### □ causes à moyen terme :

- dès début 1947, **Truman** a lancé idées de la nécessaire "loyauté" des fonctionnaires et du danger de la présence d'un seul communiste au sein de l'Administration ⇒ enquêtes du FBI sur la "loyauté" des fonctionnaires

- **loi Mc Carran 1950** :

\* Oblige m. asso. comm. à se déclarer au département de la Justice

\* Qualifie de "crime" la "tentative d'établir une dictature totalitaire en liaison avec un gouvernement étranger"

\* ⇒ PCA entre dans clandestinité

□ **Causes immédiates** :

- **pays perturbé** par fin du "monopole atomique", "perte de la Chine", G. Corée, plus :

- **affaire Rosenberg** :

\* début 1950 un comm. allié réfugié en Grande-Bretagne en 1933, et naturalisé en 1942, Klaus **Fuchs**, est arrêté en Grande-Bretagne

\* C'est une des gloires de la science physique britannique

\* avoue avoir **transmis des secrets atomiques à l'URSS** (le faisait depuis 1942). A participé à mise au point bombe atomique US. Resté aux États-Unis>>>46.

\* signe de 1) la grande habileté de l'espion, 2) de l'infiltration des services de contre-espionnage brit. par des "taupes" (pourquoi découvert seulement en 1950 ??), 3) du pragmatisme et de la négligence des alliés pendant la Seconde Guerre mondiale. Mais maintenant c'est la Guerre froide !

\* ses complices (mais pas de preuves), les **Rosenberg** (Julius et Ethel) sont arrêtés, grâce à la dénonciation du frère d'Ethel, David Greenglass, arrêté pour espionnage (réel et avoué) et moyennant une réduction de peine (il sera libéré en 1960 et n'avouera sa dénonciation qu'en 2001 !)

\* Exécutés 19 juin 1953 malgré manifestations de sympathie partout dans monde

\* Julius Rosenberg est très certainement **coupable** mais d'avoir espionné le programme atomique US pour le compte des Soviétiques en 1943, au temps de la Grande Alliance, mais Fuchs pas exécuté, Ethel Rosenberg est exécutée comme son mari, sans responsabilité, antisémitisme, et procès à irrégularités

\* Fuchs libéré pour bonne conduite (!) 1959, devient quelques années plus tard directeur de l'Institut est-allemand des affaires atomiques (mort 1988)

- **affaire Hiss** (même époque) :

\* condamnation janvier 1950 d'Alger Hiss (Harvard, brillant avocat, ancien collab. Roosevelt New Deal & Yalta, nommé 1946 président Fondation Carnegie pour la Paix, un des symboles de la bourgeoisie élégante du NE), pour avoir vendu 1938 des documents secrets à un communiste (repenti !)

\* 5 ans de prison, décision cassée ensuite par Cour Suprême

\* affaire a mis en vedette un jeune représentant de Californie, Richard Nixon, tremplin vers la vice-présidence puis la présidence

\* Alger Hiss (1904-1996) : libéré en 1954, continuera jusqu'à sa mort à défendre son honneur, en vain

□ **discours Wheeling** (petite ville Virginie occid.) **en février 1950** : MC, sénateur rép. Wisconsin, >>>là obscur (sauf qu'il a fait, avec succès, campagne pour la révision du procès du SS Peiper), et en passe d'être battu aux élections, se met à dénoncer l'influence des agents soviétiques et de leurs complices, Américains comm., au Département d'État (liste de 205 noms)

- l'explication par l' "infiltration comm." est insensée, mais a mérite de "tout expliquer" : le MC n'a pas été "inventé" par MC

□ **G. de Corée** "porte" MC :

- malgré contradiction majeure : hostilité démagogique à la coûteuse G. de C. & à l'Administration US pas assez forte et vigilante contre communisme

- cette **contradiction** fait sa **force démagogique** : il suffit de lutter contre le comm.... aux États-Unis mêmes !!

□ **hystérie anticomm.** :

- **une commission parl. / activités anti-américaines. Le HUAC, House Un-American Committee, Comité des Affaires antiaméricaines de la Chambre des représentants**, bras armé de la chasse aux sorcières du maccarthysme

- atmosphère de délation et de "chasse aux sorcières" : liste noire du ciné. US, grâce au Syndicat des Acteurs présidé par Ronald Reagan ⇒ départs (Jules Dassin, Joseph Losey, C.Chaplin, etc.) ; grand nombre carrières brisées ; d'implacables censeurs fouillent toutes déclarations anciennes, tous films tournés

- conviction que derrière un "libéral", un communiste peut toujours se cacher ! ⇒ **grand renforcement du conformisme**

Ex. : dans plusieurs États, des passants refusèrent de signer une pétition (fausse !), qui contenait des citations... de la Déclaration d'Indépendance et de la Constitution, en jugeant le texte subversif !!

- la hiérarchie catholique, qui avait, dès 1938, donné l'alerte quant à "la propagation des enseignements subversifs" aux États-Unis, soutient à fond MC (*cf.* cardinal Spellman)

- pour son mariage (1953), Mc Carthy recevra un télégramme de félicitations de Pie XII (de même qu'il se vit offrir par souscription nat. une Cadillac de 2 millions \$ !)

- les méthodes alors employées laissèrent une amertume qui se retrouve dans la pièce d'Arthur Miller, *Les sorcières de Salem*

- immense **popularité de MC** ⇒ **lui donne une impunité totale** (& momentanée) : traite T. d' "enfant de salaud", recourt aux photos truquées, traîne Marshall dans boue

□ **Le Maccarthysme sous Eisenhower** : résistance à l'intolérance va se développer)

□ **fin du MC en 1953-54** :

- **excès d'un MC parvenu au comble de la puissance**, grâce à la victoire républicaine qui en a fait le **président de la Commission sénatoriale des Affaires gouvernementales**, qui convoque et révoque des milliers de fonctionnaires

- **en effet :**

\* MC s'en prend à l'armée

\* MC est victime de son image à la TV (nouveau media, pour lui qui était le produit des médias, journaux surtout) : auditions sénat. (retransmises à la TV) le font apparaître comme un odieux et brutal démagogue, surtout quand il interroge des officiers. Or la TV US des années 50 donne de la société US une image totalement aseptisée

⇒ **MC déchu de son poste, blâmé par Sénat**

⇒ sombre dans alcoolisme et meurt 1957 à 49 ans

### **b) Les autres formes de populisme aux États-Unis**

□ naissance décembre 1958 **John Birch Society**, asso. d'extr.-dr. (*radical right*) créée par un petit homme d'affaires de Boston, Robert H. Welch :

- tire son nom d'un sous-officier de renseignement tué par comm. chinois en 1945 (la « 1<sup>ère</sup> victime américaine de la 3<sup>e</sup> guerre mondiale »)

- cherche à lutter contre communisme, qu'elle représente comme conspiration mondiale qui menace les États-Unis davantage par la subversion que par moyens militaires :

ressemblance avec maccarthysme (MC est mort)

- fondamentalisme protestant, racisme, une doctrine (le *Livre bleu*) autoritaire et antidémocratique

- revue mensuelle : *American Opinion*

- influence politique faible, sauf Californie et dans Sud, où membres infiltrèrent l'administration locale. D'ailleurs, pressé par le sénateur démocrate McGee, Kennedy entreprend le voyage de Dallas pour étudier ce mouvement, qui fait peser un lourd climat sur le Texas au moment de l'arrivée de K.

□ **Barry Goldwater** (1909-1998), **candidat à la présidentielle de 1964** :

-sénateur républicain de l'Arizona, mais à la droite du parti

- représente le courant populiste, traditionaliste de la « vieille Amérique » ; il veut restaurer l' « esprit des années 20 », il prêche la croisade contre les « rouges »

- jamais un homme ayant échoué dans la course présidentielle (et aussi piteusement !) aura exercé une influence pareille : il réussit à dynamiser et à étendre l'influence du GOP, semant les graines du conservatisme auquel, seize ans plus tard, R.Reagan devait donner ses lettres de noblesse.

- Depuis une décennie, la plupart des candidats et anciens présidents rép. ont reconnu dans l'ancien sénateur de l'Arizona le doyen et l'inspirateur des valeurs du conservatisme politique.
- Paradoxalement, à la fin de sa vie, ce populiste de droite devint de plus en plus modéré et il se rapprocha de Bill Clinton.
- **sous Reagan**, qui s'est dressé contre le *Big Government*, un mouvement se créera pour chasser les profs "marxistes" des universités !

#### 4°) Le poujadisme

- fait brusquement ressurgir le mot « populisme », plus guère utilisé en France depuis longtemps
- **papetier Pierre Poujade lance son mouvement, à Saint-Céré, dans le Lot, le 22 juillet 1953** : une mobilisation des commerçants de sa petite ville contre les agents du fisc, qui épiluchent les comptabilités des « petits » pour mieux épargner les « gros »
- tout au long de l'été 1953, des **commandos** volent au secours d'autres victimes dans les départements du Centre et du Sud-Ouest
- 11 octobre : des **agriculteurs** barrent des routes
- en novembre 1953 : naissance du mouvement des commerçants et artisans (**UDCA**), dont les 1ers militants s'emparent, en décembre, de la Chambre de Commerce de Cahors, contre les « notables » de la CGPME de Léon Gingembre
- poujadisme est **dressé d'abord contre la modernité**, il est à l'image de la France « retardataire » ; c'est la « France du cocorico » qui refuse la « France du Coca-Cola » ; c'est la France du Midi, au sud de la ligne Saint-Malo / Genève, la France du « désert français », contre la France du « croissant fertile »
- un passéisme aux **idées courtes**, aux pratiques conviviales
- en deux ans de raids contre les perceptions et de meetings chaleureux, le mouvement a pris racine
- Poujade, plébéien madré, bon orateur, l'a modelé à son image d'ancien de la « communale », **fidèle à une République du bon sens** mais ne dédaignant pas les ressources de l'agitation de rue des vieux ligueurs
- Une maladresse du gouv. PMF, faisant adopter le 14 août 1954, dans la loi spéciale de finances un « **amendement Dorey** », qui permet d'emprisonner tout citoyen qui s'opposerait à un contrôle fiscal, a renforcé la détermination de tous ceux qui, depuis des mois, ne peuvent plus supporter les contrôles, souvent brutaux, des agents « polyvalents » du trésor, les révisions des forfaits à la hausse, la chasse à la fraude, etc.
- amalgame **contre** le poujadisme : *Poujadolf*, titre *L'Express*, *Pierrot* est un « fasciste » !

- **amalgame dans l'autre sens**, contre les « intellectuels », les « métèques », les « pédérastes », les juifs bien sûr : le populisme protestataire de Poujade s'en prend aux parlementaires, aux technocrates, aux intellectuels, à toute cette **élite parisienne** qui a perdu le sens du terroir !
- Le 24 janvier 1955, il fait converger « à l'assaut de la liberté » plus de 100 000 provinciaux vers la porte de Versailles
- 20 février 1955, il fait pleurer un Vel' d'hiv » archi-comble !
- le 18 mars (*sic*) 1955, Poujade **plastronne dans les tribunes du Palais-Bourbon**, y tombe la veste, dépêche ses émissaires aux députés !
- mais **Poujade n'a pas l'ambition d'un putschiste** et, depuis 1947, le régime sait se défendre contre l'agitation de rues
- son **programme reste aussi populaire qu'imprécis** : convoquer des « États généraux », abattre les partis car ils divisent, rassembler toutes les catégories sociales dans une « fraternité française »
- mais **congrès d'Alger en novembre 1954 : le poujadisme s'empare du thème de l'Algérie française** ⇒ un 2<sup>e</sup> souffle
- un **3<sup>e</sup> souffle avec la dissolution du 2 décembre 1955** :
  - \* slogan « Sortez les sortants ! » (très populaire)
  - \* campagne très active, avec une rhétorique très populiste : un régime « de gabegie et de trahison », des « Judas » au MRP, les gaullistes sont des « asticots qui grouillent sur le cadavre », même Pinay est « Pinay-la-Honte » ; Poujade veut une « République propre »
  - \* **2 janvier 1956** : 2 476 000 voix (11,6 % des suffr. exprimés), **51 sièges**, soit trois fois plus que les gaullistes (qui perdent 89 sièges...), mais les poujadistes ne sont que le 6<sup>e</sup> parti à l'AN et le PCF a gagné 51 sièges... et les députés poujadistes ne pourront jouer que les trublions, les utilités ou les renforts
  - \* Parmi eux, **J.-M. Le Pen**, le + violent des députés poujadistes ⇒ ombre à P.P.
- 15 mai 1957 : alliance entre poujadisme et Henri Dorgères, le leader des Chemises vertes d'avant-guerre !
- une des conséquences : on va parler de populisme pour **Nasser** (*cf.* Suez)

## 5°) Divers, entre 1943 et 1973

### a) Le populisme d'Achmet Soekarno (ou Sukarno)

□ **seulement dans les dernières années de sa présidence (1959-1965), celles dites de la « démocratie dirigée »**<sup>7</sup> :

---

<sup>7</sup> Cf. Jean-Louis Margolin, dans , "Les populismes", n° spécial de *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, oct-déc. 1997, pp. 201-213.

- devant **deux dangers** : force numérique du PKI et des partis musulmans, hétérogénéité de l'archipel
- Sukarno se pique de résoudre les conflits constants par la magie de sa parole et un véritable « théâtre d'ombres » institutionnel
- **charisme** du personnage
- **nationalisme**

### **b) Les populismes réactionnaires de style national-raciste des pays anglo-saxons**

#### □ **George C. Wallace (1919-1998) aux États-Unis :**

- Gouverneur d'Alabama 1962-1966 puis 1970-1974
- Leader politique dans la tradition populiste du Sud des États-Unis
- Wallace se rendit célèbre par son opposition à la campagne pour l'égalité des droits civiques ainsi qu'à la lutte contre la ségrégation raciale à l'école
- candidat à l'élection présidentielle de 1968, au nom d'un Parti américain indépendant, il obtient au total 10 M voix ! & 13,5 % des suffrages
- majoritaire dans 4 États du Sud profond qu'il avait sillonnés
- **joue sur les thèmes du respect de la loi et de l'ordre, de la dénonciation des élites coupées des simples et honnêtes citoyens, dont il savait exploiter les préjugés anti-Noirs**

- un populisme fondé sur l'éloge de la majorité silencieuse
- il utilise les **thèmes de l'anticommunisme, du racisme, mais aussi l'angoisse devant les mutations vertigineuses de la culture et des mœurs**

#### □ **le powellisme (Enoch Powell) en Grande-Bretagne à la fin des années 60 et au début des années 70 :**

- \* forte hostilité aux immigrés
- \* tradition d'un conservatisme nationaliste
- \* Échec dans années 70 mouvement raciste et xénophobe d'Enoch Powell, obligé de se reconverter dans défense... unionistes d'Irlande du Nord, dont il est représentant aux Communes

### III. LES POPULISMES DE LA CRISE DE LA FIN DU SIÈCLE, 1974-199 ?

#### 1°) Des populismes multiformes

##### a) Toujours...

□ continuation du **populisme réactionnaire aux États-Unis**, avec David Duke, qui retrouve les accents du Ku Klux Klan

□ **l'Amérique latine** :

- **Argentine** :

\* Isabel Perón : voir + haut

\* Carlos Menem (slogan : « Suivez-moi », *Siganme*). Élu en 1989 pour six ans, le président Carlos Menem, chef du Parti justicialiste (péroniste), est réélu le 14 mai 1995, dès le premier tour de l'élection présidentielle. À la Chambre, dont la moitié des sièges était renouvelable, le parti péroniste s'assure la majorité absolue avec 135 sièges sur 257. Mais le Parti justicialiste (péroniste) perd la majorité absolue au Congrès d'Argentine le 26 octobre 1997

\* 24 octobre 1999. Élection présidentielle en Argentine. Après dix ans de pouvoir, Carlos Menem ne peut plus se représenter. Le maire de Buenos-Aires, Fernando De La Rúa, chef de l'opposition, l'Alliance, qui réunit radicaux et centre gauche, bat le candidat péroniste Eduardo Duhalde avec près de 50 % des suffrages exprimés, soit plus de dix points d'avance. L'Alliance gagne aussi dans les législatives du même jour. Après un quart de siècle, la passion péroniste — Juan Perón est mort le 1er juillet 1974 — a survécu et l'Argentine est toujours divisée en deux camps irréconciliables.

- **le Brésil** :

\* Fernando Collor de Mello, élu pr. du Brésil 1989 (mais voir + loin)

\* Lula, pop. de gauche, candidat du Parti des Travailleurs, élu pr. du Brésil en

- **Alberto Fujimori, élu pr. du Pérou en 1990**. Le président Alberto Fujimori se présente à l'élection présidentielle d'avril 2000 au Pérou, briguant ainsi un troisième mandat, dont la légalité n'apparaît pas très claire au regard de la Constitution. Il est élu mais **doit démissionner le 21 novembre 2000**. Le même jour, il est destitué par le Congrès péruvien. En avril 2005, un soda Fuji Kola est lancé au Pérou (l'ancien président s'adresse chaque semaine aux Péruviens lors d'une émission de radio !). Un « millénarisme » le voit se présenter à l'élection présidentielle de 2006.

□ mais un **populisme progressiste**, celui d'Hugo Chávez au Venezuela :

- 6 décembre 1998. Hugo Chávez, ancien colonel putschiste, est élu président du Venezuela, battant le candidat conservateur.

- 25 juillet 1999. Les partisans de Chávez remportent plus de 90 % des sièges de l'Assemblée national constituante

- « Hugo Chávez joue le rôle ambigu d'un dictateur populaire doté d'une légitimité procédurale, en tant que démagogue-baroudeur démocratiquement élu président de la République bolivarienne du Venezuela. Récusé par l'ensemble des élites (syndicales, patronales, religieuses, médiatiques), très impopulaire parmi les classes moyennes, Chávez a réussi, en s'appuyant sur la masse des classes pauvres de son pays, à faire échouer un coup d'État contre lui, perpétré le 11 avril 2002. Un démagogue-dictateur sauvé par les pauvres, ses pauvres... » (P.-A.Taguieff, *op. cit.*, p. 173).

### **b) Les mouvements de défense de la chasse, de la nature et des traditions en Europe occidentale**

#### **Nouveauté paradoxale**

#### **surtout en France :**

- Mouvement Chasse, Pêche, Nature et Tradition (CPNT)
- des candidats aux régionales et présidentielles
- souvenir des « conquêtes révolutionnaires »
- mobilisations, candidatures, violences parfois (contre les « horsains » de la fin du siècle...)

### **c) Le « populisme des politiciens » (P.-A.Taguieff)**

- qui, dans une démocratie, appelle au rassemblement du peuple par-delà les clivages idéologico-politiques
- l'homme politique au pouvoir doit « rendre compte » ⇒ notion américaine d'*accountability*, traduite en français par « imputabilité »
- cf. Margaret Thatcher, qui devient 1<sup>er</sup> Ministre le 4 mai 1979 : appel au peuple contre les élites, exploitation des passions nationalistes, cf. la guerre des Malouines, en finir avec l'État-Providence, anticommunisme et antisocialisme, appel à un « peuple » qui respecte la « réussite honnête par le travail », qui rejette les conflits de classes ⇒ M.Thatcher a un électorat profondément interclassiste
- Personnage de "dame de fer", d'amazone de la classe moyenne britannique d'où elle est issue (de la *lower middle class* , + exactement : père épicier méthodiste, devenu maire de Grantham, petite ville 150 km au N de Londres où Margaret est née).
- Inde : Indira Gandhi (1917-1984), lors de son 2<sup>e</sup> gouvernement (1980-1984 ; le 1<sup>er</sup> : 1966-1977)

### **d) Le « populisme-attitude » (P.-A.Taguieff)**

- qui, dans une démocratie, idéalise la morale, la culture, la mentalité « populaires »
- il est systématiquement hostile aux élites, technocratiques et « coupées du peuple » :

□ Alberto Fujimori faisant son « coup d'état civil » en 1992, la campagne présidentielle de Chirac en 1995 (attitude anti-experts)

### e) Les télé-populismes

- un leader atypique situé hors du système des partis, voire pratiquant le discours antipartis, qui surgit soudain et prétend parler au nom du peuple, en dénonçant violemment les élites en place, sans se soucier de préciser son programme

- offre de réaliser une démocratie « réelle », fait rêver le peuple

- un démagogue télégénique, l'essentiel de l'efficacité venant de la compétence médiatique

- Une nouvelle figure historique du Sauveur

- le + souvent un homme d'affaires ou un chef d'entreprise qui a réussi, *cf.*

- Ross Perot aux États-Unis, milliardaire texan, traduit l'exaspération de l'opinion devant la faillite des deux grands partis traditionnels. Perot, c'est tout à la fois le novice politique incarné par James Stewart dans *Smith au Sénat*, le Gary Cooper capitaliste rebelle dans le film de King Vidor et le tyran médiatique de *Citizen Kane*. Ronald Reagan est déjà passé par là ; lui aussi a interprété ce rôle de l'homme en colère qui hurle que "ça ne peut plus durer". Mais c'était un autre film !

- Perot se présente à l'élection présidentielle de 1992. Alors que ses deux concurrents sont tenus de ne pas dépenser plus de 50 millions de dollars pour leurs campagnes respectives, lui s'est promis d'investir "ce que cela coûtera". Il en a les moyens, et la loi est ainsi faite que, depuis 1976, un candidat peut dépenser ce qu'il veut pour asseoir ses ambitions politiques, à condition que l'argent soit le sien et que le candidat se dispense de tout financement public. Il s'agirait là, d'après la Cour suprême, d'une "liberté d'expression protégée par le premier amendement de la Constitution". La colère de l'opinion devant le poids écrasant de l'argent dans la vie publique joue, paradoxalement, en faveur de Perot. C'est parce que les Américains n'ignorent plus rien de la corruption institutionnalisée qui ronge leur système qu'ils font confiance à un milliardaire, par définition moins vulnérable, pour y mettre un terme. Perot dénonce les "*insiders* de Washington", mais il a bâti sa fortune sur des contrats publics. Il se fait photographier avec Jesse Jackson, mais il a contribué financièrement aux campagnes de Nixon et de Bush. Il décrit le déficit budgétaire comme un "cancer", mais il prétend qu'il serait possible de l'éliminer "sans effort" : il suffirait de "localiser les gâchis" et de "réduire les dépenses inutiles".

- Perot deux fois candidat, en 1992 et en 1996 :

\* Il triomphe dans les sondages pré-électorales de 1992, en Californie par ex. Il fait 19 millions de voix en novembre 1992 (19 % des électeurs)

\* 5 novembre 1996. Élection présidentielle. Bill Clinton est aisément réélu avec plus de 50 % des suffrages (Dole : 42 %, Perot : 8 % seulement, loin derrière son résultat de 1992.

- Perot a proposé une « cyberdémocratie », qui permettrait à tous les citoyens de se prononcer directement sur les grands problèmes du pays
- partiellement, Silvio Berlusconi en Italie (*cf.* slogan : « Faites-moi confiance, parce que je suis le plus digne de confiance, ainsi que le prouve ma réussite personnelle »). Si Berlusconi a su faire rêver et conquérir le pouvoir, c'est, pour la plupart des observateurs, parce qu'il posséderait trois grands réseaux nationaux de télévision qui forment, informent et produisent l'imaginaire social. Car qui contrôlerait le quatrième pouvoir tiendrait les trois autres. Cette analyse du phénomène Berlusconi par la propriété de la télévision est réductrice. Elle s'appuie sur la théorie fonctionnaliste des "effets" des médias qui a deux présupposés : la propriété de médias vaut définition de leurs contenus, et les médias forment les choix et les comportements des publics. Dans cette approche, la télévision est transformée en simple objet de manipulation, alors qu'elle est d'abord un lien social.
- Fernando Collor de Mello au Brésil, avec une véritable stratégie de marketing, qui reprend des thèmes... péronistes. Quasi inconnu quand il se présente à l'élection présidentielle de 1989 : une ascension médiatique fulgurante, mais guère de réalisations dignes du populisme historique brésilien
- Bernard Tapie en France :
  - \* ministre de la Ville dans gouv. Bérégovoy d'avril 1992
  - \* L'Assemblée nationale vote le 7 décembre 1993 par 432 voix contre 72 la levée de l'immunité parlementaire de Bernard Tapie, député (République et Liberté) des Bouches-du-Rhône, demandée le 8 octobre par les magistrats de Béthune dans le cadre de l'affaire Testut. Bernard Tapie est mis en examen le 22 décembre 1993 pour abus de biens sociaux au tribunal de Béthune, dans le cadre de l'enquête sur l'affaire Testut.
  - \* mène la liste MRG aux élections européennes du 12 juin 1994
  - \* Bernard Tapie est condamné en appel à deux ans de prison, dont huit mois ferme (affaire OM-VA, 28 novembre 1995).
  - \* Il comparaît le 4 avril 1996 devant la justice pour l'affaire du *Phocéa*, l'homme d'affaires est prévenu d'abus de biens sociaux et de fraude sociale. Le 31 mai 1996, il est condamné une deuxième fois, à 18 mois d'emprisonnement dont six ferme, pour fraude fiscale dans l'affaire du *Phocéa*.
- réussite dans les affaires ( ?!), façon de parler, de manier l'argent, de faire peuple, d'avoir fait de la musique, de soutenir le sport
- débats contre Le Pen, mais grande ressemblance, *cf.* Thierry Saussez, *Tapie-Le Pen. Les jumeaux du populisme*, 1992

#### **f) Des des populismes-légitimation (P.-A.Taguieff)**

- qui surgissent dans des conjonctures marquées par une crise de la légitimité politique, notamment post-totalitaire ou post-autoritaire
- dans des pays où la démocratie n'avait jamais été bien implantée
- dans des situations d'extrême inégalité sociale ⇒ la démocratie, même si elle réussit à créer un État de droit formel, est inefficace dans l'ordre social et éco. ⇒ un sentiment de frustration (« Plus ça change, plus c'est la même chose » avait dit Alphonse Karr, 1808-1890, « Élections, pièges à c... », les 68ards !)
- attente populaire d'une solution immédiate des problèmes les + urgents, pas d'un programme de réformes (≠ Amérique latine des années 30 et 40) : une très dangereuse absence d'horizon
- dans les anciennes démocraties populaires, surtout la Pologne, avec deux hommes, Lech Walesa et Stanislaw Tyminski, candidats à l'élection présidentielle de 1990 :
  - \* Lech Walesa incarne un populisme vaguement démocrate chrétien <sup>8</sup> jusqu'à sa défaite à la présidentielle du 19 novembre 1995. Pour soutenir sa candidature à la présidentielle de 1990, il a créé l'Alliance du centre (PC), d'orientation populiste, surtout préoccupé par la "décommunisation".
  - \* Campagne présidentielle de 1990 : « Je veux vous rendre la Pologne, afin que vous puissiez prendre part à tout. [...] Mon programme ? Votre programme sera mon programme. [...] Mon programme ne vient pas des livres ou des modèles occidentaux, mais de la réalité polonaise et de 25 ans de travail comme ouvrier. »
  - \* Transformé en couverture des réformes néolibérales, le mythe de Solidarité s'est vite usé. Le syndicat qui porte toujours ce nom a perdu 80 % de ses adhérents et fonctionne dans la vie politique comme un allié populiste des partis de droite. En tant que force politique, le camp de Solidarité, promoteur des réformes de 1989, n'existe plus.
  - \* 8 octobre 2000. Élection présidentielle : Lech Walesa n'atteint même pas 1 % des voix...
  - \* Au premier tour de l'élection présidentielle (25 novembre 1990), Stanislaw Tyminski, homme d'affaires "apolitique", crée la surprise en obtenant 23,10 % des voix. Le 9 décembre 1990, c'est le deuxième tour. Lech Walesa est élu président, avec 74,25 % des voix contre 25,75 % à Stanislaw Tyminski.
  - \* « Le succès inattendu, au premier tour de l'élection présidentielle [de 1990, écrit Ignacio Ramonet <sup>9</sup>], de Stanislaw Tyminski, un inconnu promettant enrichissement et argent facile pour tous, révèle l'ampleur du trouble et du désarroi des citoyens d'Europe de l'Est. Dans son brutal reflux, le communisme a laissé dans un grave état d'arasement politique ces pays où l'irruption soudaine des libertés coïncide avec un formidable effondrement économique.

---

<sup>8</sup> Accusé de populisme et de trahison par Anna Walentynowicz (longues années en prison, etc.).

<sup>9</sup> Ignacio Ramonet, "La reconstruction des pays de l'Est. Pologne, année zéro", *Le Monde diplomatique*, décembre 1990, pp. 1 & 8-9.

Dans ce contexte, propice aux démagogues de tout poil, l'éloge du capitalisme le plus primitif s'accompagne d'une explosion de redoutables passions — nationalisme, populisme, irrédentisme... — multipliant les menaces et les dangers. »

\* mais à l'élection présidentielle de 1995, le temps des Tyminski est terminé, celui de Walesa aussi, voici venu le moment de la clarification

- plusieurs années de national-populisme dans la Slovaquie de Vladimir Meciar. 29 octobre 1998 : Meciar démissionne, après la victoire de l'opposition.

- Russie : des mouvements

## 2°) Le national-populisme (néologisme de P.-A.Taguieff) autoritaire

### a) Bien représenté en France par le lepénisme et le FN

#### □ rappel des grandes dates :

- montée en puissance du Front national : 0,5 % aux élections de 1973, présidentielle de 1974 : 0,75 %, 0,75 % en 1978, Le Pen ne réussit pas à être candidat en 1981, 0,29 % aux législ. de 1981 ; des succès aux municipales de 1983, dont Dreux, Aulnay-sous-Bois ; 10,95 % des suffrages exprimés aux européennes de 1984 ⇒ 10 sièges de députés européens ; une partie des électeurs communistes sont passés au vote Front national, cf. la Seine-St-Denis, où la progression est particulièrement forte ; le vote Front national est devenu un vote de la France industrielle et urbaine, une protestation plébéienne contre l'immigration et l'insécurité

- 24 avril 1988 : Le Pen réussit sans problème à être candidat (il est même le 1<sup>er</sup> à annoncer sa candidature). Premier tour de l'élection présidentielle (Mitterrand : 34 %, Chirac : 19,9 %, Barre : 18,5 %, Le Pen : 14,39 %). La surprise : Le Pen obtient 14,39 %, trois fois plus d'électeurs qu'en 1986, un électorat étalé sur tout le territoire, toute la société, tous les votes antérieurs, y compris le PC et Mitterrand en 1981

La création du FNUF (Front national pour l'Unité française) remonte au 5 octobre 1972. La dissolution d'Ordre nouveau (28 juin 1973,) permet à Le Pen de prendre le contrôle du FN. Pour l'élection présidentielle de mai 1981, Le Pen n'avait pu recueillir les 500 signatures de maires nécessaires pour être candidat. Aux législatives suivantes, le parti n'obtient que 0,35 % des voix.

En 1984, invité le 13 février, pour la première fois, à " L'Heure de Vérité ", sur Antenne 2, Le Pen atteint un record d'audience. Le 17 juin, la liste qu'il mène aux européennes obtient 10,95 % des suffrages, ce qui assure l'élection de 10 députés FN. Deux ans plus tard, grâce au scrutin proportionnel, le FN entre à l'Assemblée nationale, où il forme un groupe de 35 députés, et dans les conseils régionaux, où il compte 137 élus.

Le président du FN obtient 14,39 % des voix au premier tour de l'élection présidentielle de 1988. Le scrutin au scrutin majoritaire aux élections législatives qui suivent est fatal au FN, qui ne compte plus qu'une députée, Yann Piat (Var), laquelle rejoint bientôt l'UDF.

Depuis sa percée sur la scène politique française lors des élections européennes de juin 1984 jusqu'à son éclatement de 1998, la progression du Front national aura été continue, à la seule exception des élections européennes de juin 1994, où le FN aura enregistré un tassement (10,5 % contre 11,7 % en 1989), notamment sous l'effet de la concurrence de la liste de Philippe de Villiers, qui avait alors recueilli 12,3 % des voix. C'est 1995 qui a été l' " année faste " (Jérôme Jaffré) pour le FN, avant même le second tour des élections municipales. Ses résultats électoraux, tant à la présidentielle qu'aux municipales, bouleversent la plupart des idées reçues sur les caractéristiques de son vote, l'enracinement du mouvement et sa pérennité. La barre des 15 % des voix dans une élection nationale sur l'ensemble du territoire n'avait jamais été franchie par le mouvement dans aucun scrutin depuis sa percée de 1984. À la présidentielle de 1988, son score éclatait comme un " séisme ", pour reprendre le terme employé sur le moment par Le Pen, avec 14,4 % des voix. Aux régionales de 1992, il recueillait 13,9 %, aux législatives de 1993 12,7 %. Or, au premier tour de la présidentielle de 1995, Le Pen dépasse pour la première fois la barre des 15 % (15,3 %) des suffrages exprimés en métropole : 4,5 millions de Français ont voté pour lui et le vote FN devient alors le vote dominant au sein de la classe ouvrière ! Le Front national est sorti en 1995 des frontières traditionnelles de l'extrême droite. D'autant plus que beaucoup d'électeurs ont manifestement voté en 1995 FN pour avoir un maire FN. Le vote FN n'est plus protestataire, il n'est plus une flambée populiste et démagogique, il repose sur une assise locale, il y a des leaders frontistes, qui se déchireront en 1998...<sup>10</sup>

" Le score élevé (15,07 % des suffrages exprimés) réalisé lors du premier tour de l'élection présidentielle française du printemps [1995] par le dirigeant du Front national n'aura été une surprise que pour ceux qui, régulièrement, prédisent le déclin de cette formation. [...] Manifestation d'une révolte impuissante habilement exploitée par le discours de Jean-Marie Le Pen, la percée électorale du Front national chez les ouvriers et les employés — qui représentent en 1995 près de la moitié de son électorat, contre moins d'un tiers en 1988 — sanctionne l'attitude des responsables politiques de la gauche qui, pendant des années, ont conduit l'offensive contre les milieux populaires. [...]

En 1988, c'est parmi les catégories moyennes traditionnelles et travailleurs indépendants (agriculteurs, artisans et commerçants, professions libérales) que le chef du Front national réalisait ses meilleurs résultats. Près d'un artisan ou commerçant sur trois avait alors voté pour lui. Sept ans plus tard, les agriculteurs, artisans, commerçants et les membres des professions libérales ne sont proportionnellement pas plus nombreux que la moyenne de l'électorat à pencher vers l'extrême droite. C'est qu'entre ces deux dates une partie de cet électorat a été accaparée par de Villiers.

Mais si le dirigeant du FN a perdu des voix dans les classes moyennes traditionnelles, il en a incontestablement gagné au sein du prolétariat : employés (+ 5 %) et surtout ouvriers (+ 11 %). Dans cette dernière catégorie, Le Pen, avec 27 %, vient même largement en tête, loin devant Lionel Jospin (21 %) et Robert Hue (15 %). Bref, en 1988, Le Pen était le champion de la "boutique" ; en 1995, il est celui de l'atelier.

C'est cette progression, déjà en partie perceptible lors des élections régionales de 1992 et des élections législatives de 1993, qui est le fait le plus notable du dernier scrutin présidentiel. [...] C'est sur lui que pèsent les effets les plus massifs de [la] crise : le développement du chômage et de la précarité, la baisse du pouvoir d'achat, le démantèlement rampant du système public de protection sociale, la restriction de possibilités déjà limitées d'ascension sociale, la relégation dans des banlieues déshéritées, l'extension de la vulnérabilité et de l'exclusion. À cela, une raison essentielle : la crise du mouvement ouvrier, qui a pris en France un tour singulier et particulièrement aigu, et la remise en question du compromis social d'après-guerre dans le cadre d'une transnationalisation accélérée des économies. [...]

<sup>10</sup> D'après J. Jaffré, dans *Le Monde*, 17 juin 1995.

Dans ces conditions, l'audience des organisations du mouvement ouvrier (associations, syndicats, partis) a décliné ; d'autant plus qu'elles se sont trouvées affaiblies par la dispersion de leurs meilleurs éléments, désorganisées par les restructurations industrielles, le chômage, la précarité. Les réseaux de socialisation et de solidarité qu'elles avaient constitués ont fini par disparaître de certaines entreprises ou quartiers, privant des collectifs de travail et de vie de toute identité (organisationnelle et idéologique), et laissant du même coup le champ libre à l'implantation du Front national.

Pareille situation a discrédité les idéaux traditionnels de solidarité universelle, d'égalité, de justice sociale d'autant plus qu'au cours des années 80 ces derniers auront eu à subir simultanément un retour en force du libéralisme (culte de l'esprit d'entreprise, de l'individualisme concurrentiel, de l'argent et de la réussite, adulation des "gagnants" et mépris des "perdants") et l'effondrement des deux modèles rivaux du mouvement ouvrier, le réformisme social-démocrate à l'Ouest et le prétendu socialisme réel à l'Est.

Le traumatisme qu'a représenté pour les milieux populaires cet effondrement a été d'autant plus grave en France qu'il y aura pris la forme d'une véritable trahison de leurs espoirs et aspirations par la gauche, notamment socialiste, qui aura exercé l'essentiel du pouvoir depuis le début des années 80. Ce sont en effet leurs propres représentants qui, reniant leurs engagements antérieurs, auront pour l'essentiel conduit l'offensive néolibérale contre les milieux populaires. C'est à la gauche que ces milieux ont dû le doublement du chômage sous les deux septennats de François Mitterrand ; la conduite musclée des restructurations industrielles, la déréglementation accentuée du marché du travail et la multiplication des formes d'emplois au rabais, la précarisation grandissante d'une partie de la jeunesse populaire, "galérant" entre les "petits boulots", les "stages parking" et le chômage ; la désindexation des salaires sur les prix ; la révision à la baisse des prestations sociales, accompagnée d'une augmentation continue des cotisations. [...]

C'est auprès de cette base populaire trahie et abandonnée par les siens, que le discours du FN a rencontré une audience grandissante. Car il a su exploiter la peur et l'angoisse, le profond sentiment d'insécurité, la dégradation de l'environnement matériel et social (services publics et équipements collectifs), la désocialisation due au sous-encadrement associatif, syndical, politique, administratif, particulièrement dans ces zones de relégation que sont devenues certaines banlieues.

[...] Deux aspects de cette peur doivent tout particulièrement être pris en considération. D'une part l'attachement des milieux populaires à la propriété de biens matériels (notamment l'automobile et le logement) souvent durement acquis et de ce fait hautement symboliques, qui ne peut que donner prise à l'obsession sécuritaire face à la montée de la petite délinquance. D'autre part, et surtout, la peur du déclassement et l'obsession de se distinguer du sous-prolétariat se sont intensifiées avec la multiplication des "sans-domicile-fixe" et des "nouveaux pauvres".

Un sous-prolétariat dont la figure emblématique reste celle des travailleurs immigrés (même si la réalité socio-économique de l'immigration a bien changé). Là se trouve un des fondements du racisme populaire : l'immigré est perçu comme celui dont le statut social, vulnérable et dévalorisé, est l'image vivante de ce que bon nombre d'ouvriers et d'employés français craignent de devenir un jour. Bien plus, le fait de se retrouver en concurrence (pour le travail, le logement, l'accès aux allocations, etc.) avec lui, est devenu le signe de la dégradation de leur condition sociale.

Par son *pathos* caractéristique, le discours lepéniste a su exploiter le ressentiment populaire : cette sorte de révolte passive sans objectifs définis ni moyens accessibles que ne peut manquer d'engendrer une situation vécue comme profondément injuste et à laquelle il est pourtant devenu impossible de se soustraire. [...]"

Longtemps, la popularité de Le Pen, les sondages le montrent, ne pâtit pas de ses provocations verbales, en général imposées à l'opinion fin août-début septembre, Le Pen dénonçant une cabale de rentrée, alors qu'il est lui-même à l'origine des polémiques.

Toutefois, à partir du second semestre de 1997, les sondages montrent la dégradation de l'image de Le Pen, au profit de celle de Mégret, plus " lisse ". Un instant isolé au sein du Front national, Bruno Mégret a imposé sa stratégie de séduction de la droite classique, opérant une refconquête, orchestrée par des fidèles issus de multiples courants de l'extrême droite, de l'OAS au Club de l'Horloge. Au même moment, l'électorat RPR-UDF est de moins en moins insensible aux thèses du FN, le sentant peu comme un danger pour la démocratie.?

□ **Le Pen multiplie les appels au peuple**, supposé « sain », lucide, vertueux, voire « sage » :

- « Nous sommes le peuple », déclare-t-il !
- un discours pour « la France d'en bas »
- un pop. protestataire, au nom des « petits » contre les « gros », identitaire (X immigrés), bonapartiste, raciste, faisant l'éloge de la démocratie directe et du rassemblement interclassiste
- appel au peuple tout entier, sans distinction de classes, de tendances idéologiques ou de catégories culturelles. Mais le FN est, électoralement, de + en + populaire, prolétaire
- cependant le FN n'est pas un parti plébéien, il défend les classes moyennes de tout type (salariées ou indép.)
- appel direct au peuple authentique, paré de vertus ⇒ rêve d'un ordre politique sans médiations, sans systèmes de représentation, rêve d'un face-à-face entre le chef et le peuple, sans la « France d'en haut », sans « ceux d'en face », sans « ceux d'ailleurs » (les immigrés...). Le rêve reste le rêve ⇒ théorie du complot, bien sûr international : Bruxelles et le « mondialisme » (qui prennent le relais des *Protocoles des Sages de Sion* !
- une xénophobie sélective, fondée sur une échelle hiérarchique des préférences et des rejets selon l'origine ethnoculturelle : l' « appel au peuple » (vieille expression bonapartiste !) de Le Pen est sélectif
- et il va de pair avec le négationnisme

□ un « **personnage** » :

- ce que Le Pen est depuis 1956
- imp. de la richesse personnelle (assez récente, c'est l'héritage de la fortune du dernier membre de la dynastie des Ciments Lambert) de Le Pen, de sa violence physique personnelle et machiste <sup>11</sup>
- un appel personnel au peuple fondé sur l'autorité charismatique du leader-démagogue, entouré de sa famille ⇒ le FN est aussi un télépopulisme

□ **appel à la rupture**, au changement, à la 6<sup>e</sup> République (appel lancé par Le Pen à Strasbourg 31 mars 1997)

---

<sup>11</sup> Exemple récent : le 30 mai 1997 Le Pen a brutalement agressé physiquement une candidate socialiste aux législatives à Mantes-la-Jolie, où sa fille aînée était aussi candidate, Annette Peulvast-Bergeal, qu'il a ensuite grassement moquée en tant que femme.

### b) Les autres visages du « national-populisme »

- France aussi : le **MNR de Bruno Mégret**

- 25 avril 2005 : cinq cadres du Front national et du Mouvement national républicain (MNR, de Bruno Mégret) annoncent la formation d'un **Parti populiste**

- « **révisionnisme** » et **négationnisme, dans tous populismes européens**

- en **Belgique** : le **Vlaams Blok** (« Notre peuple d'abord ! »), séparatiste, antifiscal. Créé en 1979 en fusionnant deux partis flamingants (le mouvement flamingant avait été violemment attaqué par Jacques Brel). Percée électorale à partir de 1991, au détriment des modérés de la Volksunie. Peut être complété par CDROM *Monde diplomatique*

### 3°) L'ethno-nationalisme de Slobodan Milosevic

□ 9 décembre 1990. Lors des premières élections libres en Serbie, **Slobodan Milosevic** est reconduit à la **présidence** avec 65,34 % des suffrages. À l'issue du second tour, le 23, son parti, le PS (ex-communiste) remporte 194 des 250 sièges du Parlement.

□ **nationalisme populisme de M.**, fondé sur l'exaltation des Serbes de Bosnie, la domination sur les Albanais du Kosovo et le désir de domination sur les autres peuples de l'ex-Yougoslavie

□ 27 avril 1992. Une « **République fédérale de Yougoslavie** » est proclamée à Belgrade ; elle unit la Serbie (56 000 km<sup>2</sup>, 5 832 000 habitants, dont les régions autonomes de Voïvodine et du Kosovo <sup>12</sup>) et le Monténégro (13 812 km<sup>2</sup>, 633 000 habitants) ; elle n'est **pas reconnue par la communauté internationale** et les historiens sérieux (*cf. Histoire du monde actuel*)

□ fin novembre- décembre 1996. **Vague de contestation** (manifestations massives dans les rues de Belgrade, etc.) contre le régime de Slobodan Milosevic à Belgrade.

□ juin 1998. Démonstration de force de l'OTAN, pour impressionner Milosevic

□ Dès octobre 1998, une intervention de l'OTAN au Kosovo paraît imminente

□ le « **devoir d'ingérence** » :

- Formule de Clinton le 23 : « La superpuissance mondiale doit se dresser contre la purification ethnique ».

- 24 mars 1999 (au moment où, dans la salle des examens de LLG, conférence à trois voix sur l'hyperpuissance américaine). L'OTAN, dont le secrétaire général est l'Espagnol Javier Solana, engage des opérations de guerre contre la Serbie, après le refus du plan de paix par Belgrade. Pour la première fois, l'Alliance atlantique engage un conflit armé contre une nation européenne.

---

<sup>12</sup> Respectivement 10 900 km<sup>2</sup>, 1 894 000 habitants et 21 800 km<sup>2</sup>, 2 052 000 habitants.

□ La **guerre du Kosovo** démontre la mise en échec de la **stratégie “ du fort au fou ”** !

#### 4°) Les populismes italiens

##### a) La Ligue du Nord

□ **Fondée le 12 avril 1984 par le sénateur Umberto Bossi, la Ligue lombarde autonomiste s’est transformée en 1990 en Ligue du Nord.** Ce mouvement composite, proche, par de nombreux aspects du mouvement poujadiste de la France des années 1950, s’est bâti sur l’idée simple que le Nord de l’Italie, producteur d’une bonne partie des richesses du pays, voyait le résultat de son travail dilapidé par les politiciens de Rome et le puits sans fond de l’aide au Mezzogiorno.

□ C’est pourquoi la Ligue prône un **État fédéral** qui soulagerait le Nord de la solidarité avec le Midi. Ses dirigeants allèrent jusqu’à agiter la menace d’une sécession, au profit d’une “ république du Nord ”.

□ Le chef de la Ligue du Nord, **Umberto Bossi**, institue un “ gouvernement du Nord ” le 12 mai 1996

□ 15 septembre 1996 : proclamation de l’ “ indépendance de la Padanie ” à Venise, par Umberto Rossi, au terme d’une marche de trois jours. Cette démarche symbolique traduit le malaise croissant entre les riches provinces du nord de l’Italie et le Sud assisté

##### b) Le « libéral-populisme » de Silvio Berlusconi

□ Je ne développe ici que « B. I »

□ **26 janvier 1994** : Silvio Berlusconi "descend dans le stade". Avec cette expression, empruntée au jargon sportif, le propriétaire des chaînes de télévision Fininvest (parmi ses nombreux autres biens, mentionnons l’équipe de football du Milan AC) **annonce officiellement son entrée en politique.**

□ 27 mars 1994 : **Forza Italia**, le mouvement fondé par Berlusconi, **gagne les élections législatives** avec 21 % des suffrages exprimés. La coalition des trois équilibristes dont il fait partie avec les "postfascistes" de Gianfranco Fini (Alliance nationale) et **avec Umberto Bosside la Ligue du Nord** obtient la majorité au Parlement.

□ Laurent Fabius publie aussitôt dans *Le Monde*, 31 mars 1994, un article intitulé « Attention, populisme ! »

□ 10 mai 1994 : Berlusconi **forme le premier gouvernement de la “ Seconde République ”.** Le président de la République, Oscar Luigi Scalfaro, avait très logiquement respecté le choix des électeurs. Mais l’arrivée au pouvoir du patron du deuxième groupe privé italien avait une autre signification et une portée européenne : jamais, en effet, dans l’histoire des démocraties occidentales un homme d’affaires — à la tête d’un **véritable**

**conglomérat**, occupant une position dominante dans l'audiovisuel et employant plusieurs dizaines de milliers de salariés — n'avait été nommé chef de gouvernement. Comment en pas y voir une nouvelle démonstration de l'affaiblissement de la classe politique et de l'État dans les pays industrialisés ?

□ Bouleversement est le mot utilisé par Philippe Videlier <sup>13</sup>, qui écrit : « Les élections de mars [1994] en Italie ont bouleversé le paysage politique, **pulvérisant la Démocratie chrétienne, laissant la gauche désemparée et consacrant la victoire d'une nouvelle droite qui rassemble néofascistes et démagogues de la Ligue du Nord sous la houlette du roi de la télévision commerciale, Silvio Berlusconi** Les images ont gagné, et, avec les mots, se retournent les valeurs. [...] La fascination pour le **mythe de puissance** qu'il incarne (puissance réelle, financière et médiatique, et modèle illusoire mêlés) a suffi à Silvio Berlusconi, pur produit du système ancien, pour faire du neuf avec du vieux et du rêve avec du rien. L'Italie s'est réveillée aux avant-postes de la science-fiction : un **roi de la finance télévisuelle s'offre un pays, avec l'assentiment de ses sujets**. [...] La galaxie berlusconienne émerge au confluent des intérêts rêvés d'un Nord riche, d'un Sud déshérité et de la "génération Cinq". Aux bataillons de Forza Italia, mouvement lancé comme un produit industriel, des néofascistes rajeunis et des ligueurs d'un Nord pur, le Pôle des libertés peut s'adjoindre quelques bouffons. [...] »

□ **Dans le gouvernement** : 5 ministres néofascistes du MSI-Alliance nationale, soit moitié moins que de ministres Forza Italia. « Silvio Berlusconi n'aura donc conservé son poste de premier ministre que huit mois [écrit Guido Moltedo <sup>14</sup>]. Pourtant, profitant de la poussée à droite de la société italienne et avec l'aide massive des grands médias audiovisuels, il espérait instaurer un régime personnalisé, fort et stable. Les contradictions au sein de sa propre majorité le lui ont interdit, et, malgré les scandales, le "vieux système parlementaire" semble plus difficile à abattre que ne pouvaient le croire les tenants d'un ordre nouveau (nouveau gouvernement à Lamberto Dini [investi le 25 janvier 1995], un membre de l'ancienne équipe)

□ **brièveté de la première expérience gouvernementale de Silvio Berlusconi** : à peine huit mois (il a démissionné le 22 décembre 1994 <sup>15</sup>).

□ **Avant tout, la personnalisation de la politique, la place prééminente du chef, allant de pair, explicitement, avec une extrême simplification des mécanismes de décision politique.**

<sup>13</sup> Philippe Videlier, « Inquiétante parade italienne. Soudain, cette image renversée du réel... », *Le Monde diplomatique*, mai 1994, p. 13.

<sup>14</sup> Guido Moltedo, « La droite incapable de gouverner. Inquiétants paradoxes italiens », *Le Monde diplomatique*, février 1995, p. 24.

<sup>15</sup> Après 226 jours de « médiacratie » (M.-Cl. Decamps, *Le Monde*, 24 décembre 1994, p. 3).

## 5°) Le national-populisme en Allemagne et en Autriche

### a) En Allemagne

□ **le « populisme de permanence au gouvernement »** (P.Ayçoberry, dans "Les populismes", n° spécial de *Vingtième Siècle. Revue d'Histoire*, oct-déc. 1997, p. 112), incarné par **Franz-Joseph Strauss en Bavière et au gouvernement fédéral : le "taureau bavarois" (ou "de B."), ministre-président de B., le + vaste land de RFA, et président de l'Union chrétienne sociale (CSU)**

- "Franz Josef Ier", Bavière étant **véritable fief** (mythe-slogan de l' "État libre de B."). A d'ailleurs contribué à faire passer Bavière du statut de région rurale somnolente (laissée pour compte de la Rév. ind.) à celui d'une des + riches provinces ind. d'Allemagne

- né à Munich en 1915, père boucher

- des débuts sans compromission avec les nazis

- désir devenir prof. d'histoire, changé en ambitions politiques

- élu 1949 au Bundestag, orateur sarcastique, habile manœuvrier, vite leader son groupe

- **grand tribun populaire**, alliant les citation latines (a fait des études de langues anciennes) et les propos de bateleur

- importance du "sauvetage" d'A. lors débat parlementaire 1952/ politique militaire ⇒ a droit à la reconnaissance du "vieux" ⇒ ministre sans portef. 1953, puis min. des Q. atom. 1955, puis **min. défense** 1956>>> (obsédé par désir doter RFA arme atomique)

- son "irrésistible ascension", appuyée sur l'inconditionnalité des députés CSU (devient président celle-ci 1961), le conduira **jusqu'à antichambre** chancellerie fédé.

- **"traversée du désert" (1962>>>) :**

\* développe thèses sur grandeur de l'All., intégration europ.

\* renforce son parti, attaque Ehrard, dont apparaît comme success. possible ⇒

\* choisit stratégie de la "réserve de la République", jette tout son poids en faveur de Kurt Kiesinger en 1966, chancelier de la "grande coalition" CDU-CSU/SPD, et devient, malgré hésitations des socialistes, le min. des finances

\* mais défaite démo. chrét. 1969 ⇒ voie de l'opposition violente à Willy Brandt, nott./ politique à l'Est

- **désormais obsédé par conquête pouvoir à Bonn (Bavière trop "étroite" pour lui) :**

\* tolère création de "cercles des amis de Strauss" dans toute l'Allemagne, pour élargir bases géographiques de son parti

\* tactique de constituer CSU en force autonome vis-à-vis de la CDU, d'autant que monte étoile d'Helmut Kohl

\* exploitation des « grandes peurs », celles de l'immigration, de la criminalité, appel à l'union des classes dans le *Volk*

- **croit son heure enfin venue en 1980** : gouv. de coalition SPD-lib. d'Helmut Schmidt semble usé, S. s'impose (de justesse) comme le candidat chancelier devant instances CDU. Mais défaite électorale écrasante CDU-CSU (32,4 % des voix : un des + mauvais scores de son histoire). Le style "bulldozer" a effrayé l'électeur modéré

- **en 1982, H.Kohl devient chancelier:**

\* S. théoriquement allié, mais harcèlement contre mesures "libérales" prises à Bonn, politique de mépris vis-à-vis du chancelier, qui rendent difficiles les premières années de Kohl : un censeur vigilant et très gênant

\* Mais de + en +, enfermement dans rôle d'**auteur d'incartades**, de gardien de la tradition (loi sur l'IVG jugée "diabolique", interdit. prof. rigoureuses en Bav.)

□ surtout le fait du **Parti républicain** de Franz **Schönhuber** (ancien instructeur de la div. "Charlemagne", devenu journaliste) ≈ **FN français** :

- scission 1983 CSU & 3 % Bavière déjà en 1986

- xénophobie, démagogie (insécu., drogue, Sida, etc.)

- + thème de la réunif. immédiate en 1990

- beaucoup + habile que tous partis et groupuscules néonazis antérieurs. En particulier, "accepte" la constitution, ce qui l'autorise à être représenté

- mais aussi fait du vieux **NPD** dans certaines élections régionales

- **3 succès électoraux majeurs 1989**, contemporains succès extr.-dr. Autriche & France

⇒ 2e rupture, après apparition des Verts, du paysage politique tradit.

- **Élections Sénat Berlin-W 29 janvier 1989** : **PR obtient 7,5 % & 11 députés**, en mordant / CDU et Parti libéral

⇒ **2 députés au Bundestag**, car régime spécial pour BW

N.B. : le **Deutsche Reichspartei** avait déjà eu 5 députés au Bundestag 1949 (car barre des 5 % instituée seulement 1953)

⇒ **une victoire importante et symbolique**

- **élections municipales 1989** (diverses dates) :

\* **NPD** : 6,6 % & 7 conseillers/91 au conseil municipal Francfort (campagne entièrement axée/ immigration) en mars

\* **PR** : de 5 à 8 % voix dans grandes villes de Rhénanie-Westphalie le 1er octobre

\* partis d'extr.-dr. mordent/ CDU & FDP, mais aussi / SPD ; électorat hétéroclite, mais jeunes aussi

- **surtout, élections européennes juin 1989** : **PR obtient le + haut score d'une formation d'extr.-dr. dans une consultation nationale depuis la guerre** : 7,1 %

\* NPD avait toujours manqué son entrée au Bundestag

\* > 15 % Bavière

\* recul CDU, mais FDP réussit de justesse (barre des 5 % aussi pour les européennes) à revenir (au-dessous en 1984)

\* SPD et Verts stables, mais localement des reculs SPD au profit du PR

#### □ **la DVU (*Deutsche Volksunion*) :**

- fondée à Munich en 1971

- a fait son entrée dans des parlements régionaux : Brême, 1991, Bade-Wurtemberg, 1992, Schleswig-Holstein, 1992, Bade-Wurtemberg à nouveau, 1996.

- des succès importants dans les länder de l'ex-RDA, en bénéficiant des sentiments de frustration engendrés par la réunification. C'est ainsi qu'aux élections régionales de 1998 la DVU a fait son entrée au parlement régional de Magdebourg (Saxe-Anhalt), avec 13,2 % des voix. La violence d'extrême droite est depuis longtemps présente dans l'ancienne RDA et avec ses *skinheads*, la région de Magdebourg est la championne des agressions xénophobes. Des zones sous contrôle de bandes racistes sont réputées " sans étrangers ".

### **b) En Autriche**

□ certes, il y a vait eu un Parti populiste autrichien 1945>>>, mais c'était l'ancien parti chrétien-social, pendant vingt ans allié avec les sociaux-démocrates

□ **3 octobre 1999. Victoire du populisme de Jörg Haider** en Autriche : son parti, le **FPÖ (Parti de la Liberté)**, qu'il **dirige depuis 1986**, devient le deuxième parti du pays, derrière les sociaux-démocrates et légèrement devant les conservateurs, les deux grands partis qui gouvernaient l'Autriche ensemble depuis treize ans.

□ Ce populisme autrichien s'est développé dans un **pays qui n'a pas connu de véritable dénazification, qui au contraire a développé le mythe de la " victime du nazisme ", et qui a été frappé par le coup de tonnerre de l'affaire Waldheim**, le président élu par ses concitoyens après deux mandats à la tête de l'ONU, rattrapé au printemps 1986 par son passé d'officier de la Wehrmacht s'étant rendu complice de la déportation de centaines de juifs durant la Seconde Guerre mondiale. C'est **à l'automne de cette même année 1986 qu'apparaît Jörg Haider, qui s'empare d'un petit parti, le FPÖ**, réduit à l'impuissance sous le président Bruno Kreisky, au pouvoir de 1970 à 1983.

□ Tôt, Jörg Haider, né en 1950 dans une famille nazie, s'est démarqué des nostalgiques du nazisme, s'est débarrassé du vocabulaire d'autrefois pour utiliser un **langage beaucoup plus rassembleur, remarquablement ambigu et démagogique**, un national-libéralisme réorienté vers le social et contestant un régime bloqué. Haider est l'archétype du **chef " national-populiste "** capable de jouer sur tous les registres : user et abuser de son charme, de ses dérapages verbaux, de ses déclarations tonitruantes et de ses revirements. Il se contredit continuellement. Si le FPÖ a peu d'adhérents, son influence réelle se mesure

à la **marque qu'il imprime à la société autrichienne**. Mais pouvoir basé sur la Carinthie, montagnarde, pauvre, rurale, protestante et xénophobe

□ En quelques semaines, l'extrême droite autrichienne va être aux portes du pouvoir et **Haider participe à un gouvernement de coalition formé le 4 février 2000** et dirigé par le conservateur Wolfgang Schüssel, massivement soutenu par l'opinion publique.

### Conclusion

□ On pourrait ajouter **bien d'autres exemples** : Nasser, Sadam Hussein, Cory Aquino aux Philippines, Nyerere en Tanzanie, les mouvements suisses, surtout l'Union démocratique du centre, l'UDC (de Christoph Blocher), devenu très important aux élections législatives

□ de manière récurrente, des populismes « protestataires » et « identitaires » (P.-A. Taguieff)

□ des populismes de gauche et de droite, dont la démocratie chrétienne à ses débuts est proche, cf. le « popularisme » de l'abbé Luigi Sturzo, mais beaucoup d'inclassables

□ imp. des notions de « démagogie », « césarisme », voire « bonapartisme » (notion d'« appel au peuple »

□ imp. du « vocabulaire populiste », qu'on trouve même chez de Gaulle, des « relents de populisme », de la « dérive populiste »

□ populisme suppose couple, d'où la double originalité française de l'élection présidentielle de 2007 :

- Ségolène Royal en « femme délaissée »

- les Sarkozy vraisemblablement montant une fausse réconciliation pour les besoins de l'élection présidentielle